

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Communauté
d'universités
et établissements
de Toulouse**



Comue de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05 61 14 80 11

Agissant au nom et pour le compte de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

Marché n°2026-022

MISSION d'ORDONNANCEMENT, DE PILOTAGE ET DE COORDINATION (OPC)

pour la réalisation de la deuxième tranche de travaux de rénovation
du bâtiment de TP 6.2 sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

*Procédure adaptée en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code
de la commande publique*

Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)

M0 : mars 2026

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 Identification du pouvoir adjudicateur	3
1.2 Objet du marché.....	3
1.3 Mode de passation.....	3
1.4 Décomposition du marché public	3
1.5 Contenu de la mission.....	4
1.6 Durée du marché	4
1.7 Contexte	4
1.8 Intervenants	5
1.8.1 Maître d'ouvrage	5
1.8.2 L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage	5
1.8.3 Maîtrise d'œuvre	5
1.8.4 Coordinateur sécurité et protection de la santé	5
1.8.5 Contrôle technique	6
1.9 Allotissement des marchés de travaux prévu	6
1.10 Lieu d'exécution	7
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 3. PERSONNE AFFECTEE A LA MISSION	7
ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX	8
4.1 Forme et contenu des prix.....	8
4.2 Règlement des comptes.....	8
4.2.1 Rythme de règlements	8
4.2.2 Modalités de règlement des comptes	9
4.3 Variation dans les prix.....	10
ARTICLE 5. DELAIS ET PENALITES.....	11
5.1 Définitions et points de départ des missions.....	11
5.2 Délais et pénalités.....	12
5.3 Jalons	13
ARTICLE 6. AVANCE	13
ARTICLE 7. COORDINATION SPS - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
7.1 Jusqu'à la passation des marchés de travaux	14
7.2 Après la notification du premier marché de travaux.....	14
7.2.1 Autorité du coordonnateur SPS.....	14
7.2.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS	15
ARTICLE 8. ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION	15
8.1 Admission des documents présentés par le titulaire	15
8.2 Arrêt de l'exécution des prestations.....	16
8.3 Résiliation	16
ARTICLE 9. CONTENU DE LA MISSION	16
9.1 Dispositions générales	17
9.2 Exécution de la mission avant la notification du premier marché de travaux	18
9.2.1 Pendant les études de conception.....	18
9.2.2 Pendant la passation des contrats de travaux	18
9.3 Exécution de la mission après la notification du premier marché de travaux	19
9.3.1 Organisation générale et vie commune	19
9.3.2 Etudes d'exécution et synthèse	19
9.3.3 Réalisation des travaux	20
ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG PI	23

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Identification du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est ci-après désigné :

Comue de Toulouse
41 allées Jules Guesde – BP 61321

CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6
Agissant au nom et pour le compte de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse

1.2 Objet du marché

Le présent marché a pour objet une mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination des études et travaux pour la réalisation de la deuxième tranche de rénovation du bâtiment de TP 6.2 sur le campus de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) située 23 chemin des Capelles, Toulouse.

Le détail de la mission se trouve dans le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP). Le descriptif de l'opération précitée est indiqué dans le document intitulé « Synthèse du Programme ».

La consultation Maîtrise d'œuvre est en cours, la mission sera notifiée prochainement. L'enveloppe financière prévisionnelle destinée aux travaux est de 1 649 000 € HT en date de valeur de juin 2025. Elle comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

Classification CPV : 71520000-9 Services de conduite des travaux

1.3 Mode de passation

La présente consultation s'inscrit dans le cadre d'une procédure adaptée, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 alinéa 1 du code de la commande publique.

1.4 Décomposition du marché public

Le présent marché ne comprend pas de tranches ni de PSE.

L'objet du marché ne permettant pas l'identification de prestations distinctes, le présent marché est composé d'un lot unique.

1.5 Contenu de la mission

La mission se déroule en 3 phases considérées comme parties techniques :

- Phase Etude et DCE
- Phase de préparation de chantier
- Phase d'exécution des travaux

1.6 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'achèvera à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement du marché de travaux, éventuellement prolongé.

Les délais d'exécution commenceront à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage du marché. L'ordre de service de démarrage sera envoyé au titulaire par la plateforme PLACE.

A titre prévisionnel la durée d'exécution de la mission de contrôle technique est de **27 mois**, hors période garantie de parfait achèvement.

Le calendrier comprend les étapes clés suivantes :

Notification des marchés de travaux	mai 2027
Etudes d'exécution, approvisionnement	1 mois
Travaux	11 mois
Réception	mai 2028
Mise en service par le maître d'ouvrage et l'exploitant	Juin-juillet 2028
Reprise de l'activité pédagogique	Septembre 2028

1.7 Contexte

Maître d'ouvrage délégué et Pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage délégué et pouvoir adjudicateur (PA), désigné dans le présent CCP sous le nom « Comue », est la Communauté d'universités et établissements de Toulouse.

Le représentant de la maîtrise d'ouvrage dûment habilité est le président de la Comue. La coordination de la mission de maîtrise d'œuvre est assurée par un chef de projets du Pôle Immobilier et Aménagement (PIA) du Service Patrimoine et Moyens Généraux (SPMG) de la Comue.

1.8 Intervenants

1.8.1 Maître d'ouvrage

La Communauté d'universités et d'établissements de Toulouse (Comue) agissant au nom et pour le compte de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) en vertu d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage :

Comue de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6

Nom, prénom et qualité du signataire du marché :

Monsieur le président de la Comue de Toulouse, Michael Toplis

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à 62 du code de la commande publique :

Madame l'agent comptable de la Comue de Toulouse, Cécile Fromion

marche@univ-toulouse.fr

Désignation, adresse, téléphone du comptable assignataire :

Madame l'agent comptable de la Comue de Toulouse, Cécile Fromion

Comue de Toulouse
41 allée Jules Guesde
CS 61321
31013 Toulouse Cedex 6

1.8.2 L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Dans le cadre de cette opération, la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par l'entreprise 2BConcept, il sera dénommé « l'AMO ».

1.8.3 Maîtrise d'œuvre

Dans le cadre de cette opération, la mission de maîtrise d'œuvre sera assurée par un groupement en cours de consultation à ce stade, l'attributaire sera nommé ultérieurement, il sera dénommé « le maître d'œuvre ».

Les missions confiées au maître d'œuvre sont les suivantes :

1.8.4 Coordinateur sécurité et protection de la santé

Le coordonnateur intervient dans les conditions fixées par les articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail. Il intervient dans le cadre d'une mission de catégorie 2.

Le bâtiment TP6.2 est soumis aux dispositions ERP.

La consultation concernant le coordinateur sécurité et protection de la santé de cette opération sera publiée ultérieurement, il sera dénommé « le CSPS ».

1.8.5 Contrôle technique

Le contrôle technique intervient dans les conditions fixées pour chaque mission par le décret 99-443 du 28 mai 1999 relatif au cahier des clauses techniques générales et par les articles de la norme NFP 03 -100 cités dans le CCTG.

Le bâtiment TP6.2 est soumis aux dispositions des ERP.

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les missions :

- Mission LP : comprenant la mission L relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables et la mission P1 relative à la solidité des éléments d'équipement dissociables.
- Mission LE : relative à la solidité des existants.
- Mission SEI : Conditions de sécurité des personnes dans les ERP.
- Mission F : Fonctionnement des installations.
- Mission VIEL : Vérification Initiale des Installations Électriques
- Mission TH : Isolation thermique et économies d'énergie
- Mission HAND : Accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- Mission ATT Hand : Attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées

Il est précisé au candidat que cette opération sera soumise à l'avis des commissions sécurité et accessibilité.

1.9 Allotissement des marchés de travaux prévu

A titre indicatif il est prévu l'allotissement suivant pour les marchés de travaux :

- Curage/ Désamiantage
- Terrassement/VRD
- Gros-œuvre
- Charpente-couverture
- Menuiseries extérieures
- Cloisons / Faux-plafonds
- Menuiseries Intérieures
- Revêtements sols et murs
- CVC / Plomberie
- Courants forts et faibles
- Monte-charge

1.10 Lieu d'exécution

Les prestations prévues au titre du présent marché sont réalisées au 23 chemin des capelles 31300 Toulouse et dans les locaux du titulaire.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et son annexe financière : le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières et ses annexes ;
 - Annexe 1 : la synthèse du programme
 - Annexe 2 : le calendrier prévisionnel
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021, non joint au présent marché ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 pour les stipulations découlant de la mission en objet du présent marché et suivant les préconisations indiquées au présent document
- L'offre technique du titulaire

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas d'incompatibilité ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3. PERSONNE AFFECTEE A LA MISSION

La mission sera exercée par le ou les personne(s) physique(s) **nommément désignée(s)** dans l'offre.

Dans le cas où une personne désignée ne serait plus en mesure d'accomplir la mission il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI. Cependant et par dérogation à ce même article il est demandé au titulaire de proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant dans les 15 jours ouvrés à compter de la réception de la communication informant du changement. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication. Si l'acheteur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour proposer un autre remplaçant.

Le remplaçant proposé par le titulaire devra pouvoir justifier qu'il dispose des mêmes qualifications et agréments que la personne qu'il remplace.

Tout changement doit immédiatement être notifié, par mail, au représentant du maître de l'ouvrage et être dûment motivé.

ARTICLE 4. REMUNERATION - REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

4.1 Forme et contenu des prix

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Les prix comprendront :

- Toutes les prestations inhérentes à la mission définie au titre du présent marché et couvrent notamment le temps de contrôle des documents, de présence aux différentes réunions tant pendant la conception que pendant la réalisation des travaux, d'établissement des rapports, courriers et tout autre acte, de déplacement ;
- Les frais afférents aux interventions ;
- Les frais d'assurances résultant des dispositions prévues au présent CCP.

Les prestations seront rémunérées par application du prix forfaitaire indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

Il est également rappelé au prestataire qu'aucun supplément à sa rémunération forfaitaire ne lui sera accordé au titre de prestations complémentaires (visites de chantiers, participations aux réunions, rapports, avis...) en dehors du cadre prévu par le code de la commande publique relatif aux modifications de marché.

Le prestataire devra tenir compte de l'étendue de sa mission lors du chiffrage de ces prestations dans la CDPGF y compris celles non listées.

4.2 Règlement des comptes

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

4.2.1 Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution de sa mission fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Elément de mission	Exigibilité de l'acompte
Phase Etude/DCE	30% à la remise de chaque calendrier prévisionnel
	70% à la validation de chaque calendrier prévisionnel
	100% à la notification du marché de travaux

Phase préparation de chantier	30% à l'issue l'étape organisation générale et vie de chantier et acceptation par le maitre de l'ouvrage des livrables 70% à la validation des livrables
	30% à l'issue de l'étape d'exécution et synthèse et acceptation par le maitre de l'ouvrage des calendriers et suivi d'avancements 70% à la validation des livrables
	40% à l'issue de l'étape préparation de chantier et acceptation par le maitre de l'ouvrage des calendriers 60% à la validation des livrables
Phase exécution des travaux	Sous forme d'acompte mensuel pendant la sous-phase de réalisation des travaux
	50% à la date d'accusé de réception par le maitre de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception 50% de la somme correspondant lors de la levée de toutes les réserves
	100% de l'étape GPA à l'issue de la garantie de parfait achèvement éventuellement prolongée

4.2.2 Modalités de règlement des comptes

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire sur la base de l'exigibilité des acomptes indiquée à l'article 4.2.1 du présent CCP. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.4 du CCAG-PI.

Le maitre d'ouvrage accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

L'état d'acompte est transmis par voie dématérialisée sur le portail de facturation Chorus Pro (SIRET : 130 021 322 00016 et TVA intracommunautaire : FR12130021322, code service : indiqué sur le bon de commande) :

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Il devra comporter les mentions prévues à l'article D2192-2 du code de la commande publique ainsi que :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- le numéro de marché (2026-022) ;
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage.

Le projet de décompte pour solde du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 11.7 du CCAG PI.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours en application de l'article R2192-10 du code de la commande publique à compter de la date de réception de la demande de paiement reçue.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

4.3 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1 Mode de variation des prix

Les prix du marché sont révisables.

4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de remise des offres : ce mois est appelé "mois zéro" (indiqué en page de garde du présent document).

4.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet **des marchés est l'index national ING Base 2010.**

4.3.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul de la révision de prix est donné par la formule suivante :

$$Cn = 0,15 + 0,85 (I_n)/(I_0)$$

dans laquelle Im et Io sont les valeurs prises par l'index ingénierie (ING) respectivement au mois m (mois de révision) et au mois m0 (mois d'origine).

Le mois m est déterminé comme suit : index du mois au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est facturable (date indiquée sur la facture).

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage procède au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le maître d'ouvrage procèdera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

ARTICLE 5. DELAIS ET PENALITES

5.1 Définitions et points de départ des missions

Tâche	Définition de la tâche	Point de départ du délai
Calendriers prévisionnels	Etablir les calendriers prévisionnels APS / APD / PRO - DCE	Date de transmission de l'étude finalisée par le maître d'œuvre
Analyse du DCE	Analyser les documents du DCE rédigés par le maître d'œuvre	Date de transmission du DCE
Analyse des offres	Analyser les calendriers prévisionnels d'exécution des travaux, les notes d'organisation générale de procédures remis par les entreprises lors de la consultation travaux.	Date de remise des offres par les entreprises travaux
Calendrier des documents d'exécution	Etablir le calendrier de remise des documents d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs	Date de la notification du marché

Inventaire des contraintes	Inventaire des contraintes techniques et administratives conditionnant les travaux	Date de départ de la période de préparation des travaux
Organigramme des intervenants	Etablir l'organigramme des intervenants et de leurs responsabilités sur la base des relations contractuelles	Date de départ de la période de préparation des travaux
Schéma de diffusion	Établir le schéma de diffusion des informations et de circulation des documents d'études, pour obtenir, le cas échéant, une approbation en temps utile par les personnes concernées	Date de départ de la période de préparation des travaux
Calendrier détaillé	Etablir le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date du début de la période de préparation travaux notifié par voie d'ordre de service aux entreprises
Mise à jour du calendrier détaillé	Mettre à jour le calendrier détaillé d'exécution notifié par ordre de service aux entrepreneurs.	Date de réception de la demande du pouvoir adjudicateur
Compte rendus de réunions	Rédaction et diffusion des comptes rendus de réunion en phase préparation, en cellule de synthèse, en phase chantier et pour les visites de contrôle hebdomadaire.	Date de la réunion ou visite
Rapport de fin de chantier	Rédaction d'un rapport récapitulant les retards par nature de poste et origine.	Date de réception de l'ouvrage.
Calendrier détaillé des essais et OPR	Etablir un calendrier détaillé des OPR et des essais	Deux mois avant la fin du délai prévu pour l'exécution des travaux éventuellement prolongé par voie d'avenant
Calendrier de levée de réserves et de GPA	Etablir un calendrier détaillé des interventions pour lever des réserves et des GPA	Dates de réception des travaux Date de réception des demandes d'interventions dans le cadre le GPA

5.2 Délais et pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les acomptes du titulaire.

Les pénalités ci-après peuvent se cumuler et ne sont pas plafonnées. De plus, **par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI** aucun seuil d'exonération des pénalités n'est prévu.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, les pénalités relatives à l'application des délais fixés

dans le présent article résultent de la simple constatation du dépassement sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Tâche	Délai (jours ouvrés) à compter du point de départ indiqué à l'article 5.1	Pénalité par jour calendrier de retard
Calendriers prévisionnels	7 jours	90 €
Analyse du DCE	7 jours	90 €
Analyse des offres	15 jours	90 €
Organigramme des intervenants	5 jours	90 €
Schéma de diffusion	7 jours	90 €
Calendrier des documents d'exécution	7 jours	150 €
Calendrier détaillé	20 jours	150 €
Mise à jour du calendrier détaillé	5 jours	150 €
Compte rendus de réunions	2 jours	90 €
Rapport de fin de chantier	21 jours	100 €
Calendrier détaillé des OPR	10 jours	150 €
Inventaire des contraintes	21 jours	100 €

En cas d'absence non justifiée à une réunion, une pénalité de 150€ par réunion sera appliquée

5.3 Jalons

Les besoins opérationnels de l'ENVT imposent les jalons ci-dessous :

Réception	Mai 2028
-----------	----------

ARTICLE 6. AVANCE

Si les conditions définies à l'article R2191-7 du code de la commande publique sont réunies, une avance est versée au titulaire du marché.

En application de l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI, si le titulaire est une PME l'avance

est de 30%

Si le titulaire n'est pas une PME alors l'avance est de 5%.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées directement par l'ensemble des membres du groupement.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant défini à l'acte d'engagement.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 7. COORDINATION SPS - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le titulaire s'engage à :

- ✓ fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
- ✓ respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître de l'ouvrage.

Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

7.1 Jusqu'à la passation des marchés de travaux

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS les calendriers prévisionnels d'exécution et l'ordonnancement des tâches.

Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.

7.2 Après la notification du premier marché de travaux

7.2.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer **le maître de l'ouvrage et le titulaire sans délai**, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

7.2.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

B - Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- ✓ l'ordonnancement des tâches et les effectifs correspondants ;
- ✓ chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.

Le titulaire est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions.

ARTICLE 8. ADMISSION - ACHEVEMENT DE LA MISSION - RESILIATION

8.1 Admission des documents présentés par le titulaire

Les opérations de vérification sont effectuées conformément aux articles 28 et 29 du CCAG PI.

Les documents présentés par le titulaire sont remis au maître d'ouvrage en 2 exemplaires papiers format A1 ou A0. En complément des exemplaires sur papier relié cités ci-dessus, ils sont fournis sur les supports suivants :

- ✓ un exemplaire par envoi électronique dans un format compatible avec les outils informatiques du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis produits doit intervenir dans un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception par le maître d'ouvrage du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, d'un délai de 15 jours.

8.2 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques assorties d'un prix tel que déterminé dans l'annexe financière.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché et n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

8.3 Résiliation

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 42 du CCAG PI avec les précisions suivantes :

En cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect répétés d'une ou plusieurs prescriptions du marché ayant déjà conduit à l'application des pénalités de l'article 5.2 du présent CCP.

Le maître d'ouvrage signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations, ainsi que les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai ou si le maître d'ouvrage constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire. Il est par ailleurs indiqué que le marché pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 9. CONTENU DE LA MISSION

La mission d'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier ont pour objet :

- pour l'ordonnancement et la planification, d'analyser les tâches élémentaires portant sur les plannings prévisionnels lors des études APS / APD / PRO-DCE, des études d'exécution et des travaux, de déterminer leurs enchaînements ainsi que le chemin critique, par des documents graphiques, et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- pour la coordination, d'harmoniser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants au stade des travaux et, le cas échéant, de présider le collège interentreprises

d'hygiène et de sécurité ;

- pour le pilotage, de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les contrats de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Le projet ne sera pas réalisé en BIM dans son entièreté. Les intervenants peuvent recourir au BIM si nécessaire.

La mise en place d'une GED (Gestion Electronique des Documents) n'est pas imposée au MOE, les intervenants peuvent y recourir si nécessaire.

9.1 Dispositions générales

Le maître d'ouvrage fournit au titulaire, directement ou par l'intermédiaire du maître d'œuvre tous les documents lui permettant d'avoir une connaissance complète de l'opération.

L'OPC s'engage à respecter les principes généraux de la profession, les règlements en vigueur et les directives du maître de l'ouvrage dont il est tenu de défendre les intérêts légitimes.

Les interventions de l'OPC seront réalisées, en liaison avec le Maître d'Œuvre, le conducteur d'opération, et le Coordonnateur S.P.S., lorsque ce sera nécessaire pour l'accomplissement de leurs missions respectives.

L'OPC anime une réunion hebdomadaire de pilotage différente de celle organisée par la Maîtrise d'Œuvre pour les réunions de chantier. Il participe à ces dernières autant que de besoin.

Il organise sa présence sur le site de manière à avoir le contrôle permanent de l'avancement des travaux et du traitement des problèmes en cours, ainsi que l'enregistrement des événements importants du chantier dans son compte-rendu de chantier.

Cette présence lui permet de constater et de noter dans des comptes rendus (ou) et des notes intermédiaires :

- les dates de remise d'échantillons par rapport aux prévisions ;
- l'avancement et les approvisionnements par rapport aux prévisions ;
- les décalages et leurs causes ;
- les problèmes en cours à régler ;
- les dispositions prises ;
- les suggestions ;
- la mise en œuvre des décisions prises ;
- la gestion de la circulation des documents et particulièrement la traçabilité des plans et documents d'exécution.

Chaque visite de contrôle hebdomadaire en plus de la réunion hebdomadaire de pilotage fera l'objet d'un compte-rendu adressé au maître de l'ouvrage sous 48 h au plus. Le temps nécessaire à ces visites de contrôle est intégré dans le prix de base et ne pourra faire l'objet d'aucun supplément.

9.2 Exécution de la mission avant la notification du premier marché de travaux

9.2.1 Pendant les études de conception

Pendant cette phase le titulaire devra :

- un **planning prévisionnel de réalisation des travaux au format informatique** à joindre au dossier de consultation des entreprises.

Au cours de cette phase, l'essentiel de la mission de l'OPC porte sur la participation aux études réalisées par le maître d'œuvre, notamment lors de la finalisation de l'élément de mission Projet, par l'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, qui sera joint au dossier de consultation des entreprises, afin que les entrepreneurs remettent des offres en conformité avec le phasage envisagé de l'opération. Ce calendrier a pour objectif d'optimiser les délais de réalisation de l'ouvrage. Il doit permettre :

- d'une part, **le respect du calendrier général** de l'opération fixé par le maître de l'ouvrage ;
- d'autre part, **à l'ENVT de disposer des locaux aux dates prévues**, en fonction des contraintes de fonctionnement qui leur sont imposées.

Cette mission comporte en tant que de besoin, la participation à toutes réunions utiles organisées par le maître d'œuvre et/ou le maître de l'ouvrage.

9.2.2 Pendant la passation des contrats de travaux

1. Phase d'élaboration du dossier de consultation des entreprises

(DCE)

Le titulaire rédige un rapport d'analyse dans lequel il :

- **donne un avis** sur les moyens humains et techniques, à exiger de la part des entreprises, pour la consultation ;
- établit **le calendrier des différentes tâches** à effectuer au cours de la période de préparation et nécessaires au commencement des travaux ;
- **donne un avis** sur la rédaction du CCAP des marchés de travaux, notamment les articles concernant:
 - ✓ les pénalités (provisaires ou définitives) et leurs modalités d'application ;
 - ✓ la gestion des dépenses communes et du compte prorata nécessaires à l'organisation générale du chantier s'il y a lieu ;
 - ✓ la réalisation des prestations témoins et échantillons (emplacement, date de finition, représentation, etc.) ;
 - ✓ les nettoyages de chantier ;
 - ✓ l'organisation des réunions de chantier et des opérations préalables à la réception ;
 - ✓ le plan d'installation et de repliement de chantier élaboré par le maître d'œuvre en tenant compte des instructions du coordonnateur SPS et mettant en évidence les contraintes liées à la coordination ;
- **identifie les incidences** des dispositions proposées par le coordonnateur SPS au

regard de soumission ;

- **propose** les modalités d'organisation des réunions de pilotage ;
- **établit et assure une lecture croisée** des documents permettant de définir l'organisation du chantier à savoir :
 - CCTP généralité (CCTP0) (établi par la Maîtrise d'œuvre) ;
 - PGCSPPS (établi par le Coordonnateur SPS) ;
 - Plan d'installation de chantier PIC (établi par le coordinateur SPS en concertation avec la MOE et l'OPC) ;
 - Note d'organisation du chantier (établi par l'OPC) ;
 - Note d'organisation des études d'exécution (établie par l'OPC) ;
 - Calendrier des études d'exécution (établi par l'OPC), ;
 - Calendrier de remise des échantillons, réalisation de témoin et /ou prototypes (établi par l'OPC) ;
 - Calendrier général des travaux (établi par l'OPC) ;

2. Examen des offres

Le titulaire donne un avis sur les moyens des entreprises et l'incidence apportée par les variantes éventuellement proposées lorsque la possibilité de variante libre figure dans le règlement de consultation.

Il analyse les calendriers transmis par les entreprises, ainsi que tous les documents détaillant l'organisation et les procédures proposées.

9.3 Exécution de la mission après la notification du premier marché de travaux

9.3.1 Organisation générale et vie commune

Le titulaire :

- **procède au recensement** du rôle et des responsabilités des intervenants, **constitue le fichier** "identifiants", et le tient à jour ;
- élabore puis met à jour **l'organigramme fonctionnel** ;
- **établit l'inventaire des contraintes techniques et formalités administratives** conditionnant les travaux et en assure la mise à jour ;
- doit s'assurer, s'il y a lieu, que **la mise au point et la diffusion de la convention interentreprises** (gestion du compte prorata) est faite dans les délais ;
- **recense les besoins des différentes entreprises** en matière d'installation de chantier, étudie en lien avec le CSPS et le maître d'œuvre un plan de synthèse relatif à l'organisation de chantier (accès, installation, fluides, circulation, gardiennage...) une attention particulière sera portée sur les contraintes géographiques et physiques du site.
- **participe aux réunions périodiques** avec la maîtrise de l'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, où les décisions nécessaires au bon déroulement de l'opération sont prises ;
- tient à la disposition du maître d'œuvre et des intervenants, **un journal de chantier** sur lequel il note les événements importants correspondant à l'organisation et aux délais. Il assure la conservation de ce journal qu'il remet en fin de chantier au maître de l'ouvrage ;

9.3.2 Etudes d'exécution et synthèse

Le titulaire participe au travail de synthèse dirigé par le maître d'œuvre et à la planification des études d'exécution, sachant que toutes ces études d'exécution sont à la charge des entreprises.

Cette participation consiste pour le titulaire à :

- informer toutes les personnes concernées des [dates des réunions de synthèse](#) ;
- étudier avec le maître d'œuvre et les entreprises [les délais d'exécution des études, le circuit de vérification et les visas de ces études](#) auprès de tous les intervenants suivant la mission de chacun ;
- [élaborer le calendrier d'établissement des documents d'exécution](#) en concertation avec le maître d'œuvre et les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises puis notifié par ordre de service.
- [établir et mettre à jour l'état d'avancement](#) de la validation des études d'exécution ;
- [contrôler le respect du calendrier d'établissement](#) des documents d'exécution et procéder aux relances nécessaires ;
- [établir les comptes-rendus](#) bimensuels de l'avancement de sa mission à destination du maître d'ouvrage ;
- [collecter tous les plans et documents](#) validés de façon à constituer sur le chantier un dossier complet ;
- [établir la liste des échantillons, teintes et options techniques](#) non précisées dans les CCTP, définir les dates de présentation puis de décision en fonction des délais de commande et de mise en œuvre ;
- [recenser les contraintes d'exploitation des différents hébergés, notamment en lien avec la continuité d'activité d'enseignement pédagogique de la tranche 1 \(salle Propre\).](#)

9.3.3 Réalisation des travaux

1. Préparation de chantier

Le titulaire :

- [établit le calendrier détaillé](#) d'exécution des travaux, y compris préparatoires, en concertation avec les entrepreneurs. Il est signé par les entreprises et le maître d'œuvre puis notifié par ordre de service.
- [analyse](#), à partir du dépouillement des descriptifs et quantitatifs et d'une enquête auprès des entreprises, les tâches élémentaires et les contraintes, y compris les problèmes particuliers de préfabrication et d'approvisionnements, estime les délais partiels et les effectifs relatifs aux différentes tâches, choisit l'ordre des interventions le plus favorable ;
- [élabore et propose des graphes](#) suivant une méthode "adaptée" : traduction en graphe planning, détermination du chemin critique ;
- [maintient une liaison générale](#) entre tous les intervenants, maître d'ouvrage compris

dans le but d'optimiser le déroulement de l'opération

- procède à la **détermination des durées de tâches** et à la **définition des moyens et effectifs** à mettre en œuvre ; il propose l'ordre des interventions le plus favorable, en liaison avec les entreprises ;
- établit, si nécessaire, **les calendriers particuliers** selon la liste mentionnée ci-après, les soumet au maître d'œuvre et aux entreprises concernées pour validation ;

La liste des calendriers particuliers est la suivante :

- calendrier des opérations préalables à la réception des travaux ;
- calendrier par corps d'état ;
- calendrier des approvisionnements, commandes et **notamment pour les équipements aux délais importants (chambres froides, pont roulant, etc.)** ;
- calendrier faisant apparaître l'imbrication des dates d'achèvement des constructions et celles des ouvrages d'aménagement (**travaux sur l'aire de livraison, Voies et Réseaux Divers du chantier, aménagements extérieurs pour l'aire d'hébergement des animaux, etc.**) ;

Sur ces calendriers, doivent figurer les délais relatifs :

- à l'organisation matérielle et collective du chantier ;
- à l'organisation de chantier propre à chacun des lots ;
- à la mise en place et au repliement des moyens essentiels ;
- aux démarches, formalités, décisions, visas, approbations, etc. ;
- aux commandes, fabrications en usine, approvisionnements, livraisons sur chantier ;
- à l'exécution détaillée des travaux pour chacun des lots ;
- à la finition, aux autocontrôles, aux vérifications techniques, recettes, essais et mise en service des installations techniques ;
- aux visites des commissions de sécurité ;

2. Réalisation des travaux

Le titulaire :

- **contrôle l'avancement des travaux** dans le respect du calendrier détaillé d'exécution des travaux et enregistre les écarts constatés par rapport aux prévisions, détermine l'origine de ces écarts ;
- **assure le pointage** permanent des effectifs et des moyens des entreprises ;
- **fait apparaître l'avancement du chantier** pour chaque réunion, et en cas de retard attire immédiatement l'attention de l'entreprise défaillante et étudie avec cette dernière les moyens permettant de le résorber ;
- **informe aussi souvent que nécessaire le maître de l'ouvrage** des difficultés rencontrées, des procédures correctives. **Il le conseille sur les dispositions à prendre qui ne sont pas de ses compétences** ;

- **établit les comptes-rendus hebdomadaire** à l'attention du maître de l'ouvrage, dressant l'état d'avancement du chantier et mentionnant les responsabilités respectives des entreprises et des autres intervenants dans les retards quantifiés constatés sur le chantier ; il propose des solutions pour pallier ces retards et analyse l'évolution prévisible de l'opération ;
- **établit**, en concertation avec les entreprises, **un "recalage" du calendrier** détaillé d'exécution des travaux, si les retards ne permettaient plus de les gérer, édite les documents mis à jour et,
 - si le délai global d'exécution et les jalons sont conservés, il transmet le calendrier détaillé d'exécution des travaux au maître d'œuvre pour notification par ordre de service ;
 - si le délai global d'exécution est prolongé, il transmet le calendrier détaillé d'exécution des travaux au maître d'œuvre pour notification par ordre de service, après décision du maître de l'ouvrage.
- **recueille les relevés météorologiques**, en cas d'arrêt de chantier ;
- **note tous les arrêts de chantier** ;
- **examine les problèmes particuliers** de fabrication en usine et d'approvisionnement afin d'établir un calendrier spécifique
- **analyse les contrats et autres documents** éventuels afin d'estimer les délais partiels et les effectifs relatifs aux différentes tâches et de choisir l'ordre d'intervention les plus favorables
- **en cas d'une éventuelle défaillance** d'une ou de plusieurs entreprises, **il propose au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre**, des mesures destinées à limiter les effets sur les délais ;
- **planifie la remise des dossiers des ouvrages exécutés, y compris le Dossier d'Intervention Ultime des Ouvrages (DIUO)**, à remettre en cours de chantier au maître d'œuvre ;
- **assure la vérification** et mise au point éventuelle des relations interentreprises pour la gestion courante du chantier : nettoyage, évacuation des gravats, **gestion des clés et badges**

AUTRES MISSIONS :

- contrôle l'entretien et le nettoyage du chantier, de ses accès, abords et proposition d'une éventuelle imputation des frais afférents à qui de droit.

CONTRIBUTION A LA GESTION FINANCIERE DU CHANTIER

- collecte, vérification des situations d'avancement remis par les entreprises et transmission au maître d'œuvre puis au maître d'ouvrage pour validation

3. Réunions

Le titulaire organise les réunions hebdomadaire d'OPC (en coordination avec la maîtrise d'œuvre) et les réunions d'avancement, en rédige le compte-rendu et en assure la diffusion aux acteurs du projet y compris entreprises.

ARTICLE 10. DEROGATIONS AU CCAG PI

Les dérogations apportées aux documents généraux sont explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP.

Articles CCP	Article CCAG PI
2	4.1
3	3.4.3
5.2	14.1.3
5.2	14.1
8.1	28.2